



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

autorisant la société ORECO

**à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur le site de Saint
Martin**

sur la commune de Cognac

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/12/2004 complété par celui du 04/12/2015 et du 15/04/2025 ;

Vu le porter à connaissance datant du 15 avril 2026 portant sur des modifications diverses concernant la QSP d'alcools autorisée, le dimensionnement de la rétention déportée du site et les modalités de transfert d'alcools par les tuyauteries aériennes du site ;

Vu le rapport et les propositions du 16 avril 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 15 avril 2026 par courriel à la connaissance du demandeur ;

Vu le retour de l'exploitant du 21 avril 2026 à l'issue de la procédure contradictoire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2026 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le porter à connaissance susvisé porte sur la modification de la QSP d'alcools autorisée, le dimensionnement de la rétention déportée du site et les modalités de transfert d'alcools par les tuyauteries aériennes du site ;

Considérant que les modifications sollicitées ne présentent pas d'enjeu justifiant d'initier une procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

ARRÊTE

Article 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société ORECO, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Cognac (site de Saint Martin) – rue de Dizedon, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 - Situation administrative de l'établissement (ICPE)

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2024 susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

Rubrique ICPE	Alinéa	A ,E, DC D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation / Volume autorisé
4755	1	A -SSB	Alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs (stockage des) : Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40% susceptible d'être présente est supérieure à 5 000 tonnes	QSP (eaux-de-vie et cognac) de 16291 m ³

A – SSB : Autorisation – Seveso Seuil Bas

Article 3 - Caractéristiques des installations de stockage d'alcools autorisées

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2024 susvisé concernant uniquement le chai 3 sont abrogées et remplacées comme suit :

Dénomination	Produits stockés	Configuration objet du porter à connaissance susvisé
Chai 3	Eaux-de-vie et/ou Cognac	Cuves inox et tonneaux de 500hl/1000hl Fûts de 270 et 350 litres Soit une QSP de 3000 m³

Article 4 - Récupération – Extinction - Rétention des alcools de bouche et des eaux / confinement des pollutions accidentels

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie. Le réseau de récupération des écoulements d'eaux-de-vie est muni de regards siphoniques coupe-feu au niveau de chaque raccordement en provenance des chais.

Ces regards disposent d'une garde hydraulique suffisante et le maintien de ladite garde hydraulique à un niveau suffisant fait l'objet de contrôle périodique enregistré de la part de l'exploitant.

Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention.

Le réseau, la fosse d'extinction et la rétention sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- Ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ;
- Éviter tout débordement, sauf pour la rétention, pour cela, ils sont adaptés aux débits et aux volumes définis dans les moyens de lutte contre l'incendie de l'étude de dangers ;

Résister aux effluents enflammés. En amont de la fosse de dilution, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;

- Éviter l'épandage des effluents en dehors des réseaux et installations prévus à cet effet ;
- Être accessible aux services d'intervention lors de l'incendie ;
- Assurer la protection des tiers des écoulements éventuels
- Limiter la surface de collecte des effluents afin d'éviter la propagation de l'incendie dans le chai. Excepté au niveau des avaloirs, le réseau ne peut être à ciel ouvert à l'intérieur du chai ;
- Être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction.

La rétention étanche doit être portée à une capacité minimale de **1500 m³**.

En cas de débordement de la rétention, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention. Ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours. Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercice qui doit avoir lieu au moins une fois tous les trois ans.

Enfin, l'ensemble des volumes confinés doit être effectué dans des zones étanches et intègres, et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

De manière générale, les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Pour ce qui concerne le transfert des eaux d'extinction / des épandages d'alcools... dans les réseaux de tuyauteries enterrées donnant vers la rétention de **1500 m³** en tant que tels, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction.

Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci, et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner ; un état des lieux initial de l'intégrité / étanchéité des

réseaux enterrés est réalisé. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.

Article 5 - Transfert d'alcools par des canalisations aériennes

Les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

Les transferts d'alcools entre le chai 3 et le chai 4 ainsi qu'entre le chai 3 et le chai 5 sont effectués au moyen de deux canalisations aériennes.

Compte tenu que les deux canalisations aériennes suscitées ne sont pas raccordées à une cuvette de rétention étanche, l'exploitant est tenu de mettre en place les dispositions compensatoires ci-dessous :

- les tuyauteries aériennes de transfert d'alcools sont situées à une hauteur supérieure (environ 5 mètres) à la hauteur maximale des véhicules susceptibles de circuler sur le site ; les véhicules dont la hauteur seraient susceptibles de dégrader les tuyauteries susmentionnées sont interdits sur site ou font l'objet d'un plan de circulation adapté ;
- des plaques d'obturation du réseau d'eau pluvial sont présentes sur site. Ces plaques doivent être positionnées sur les regards du réseau EP avant chaque transfert d'eau-de-vie par les tuyauteries aériennes sus-citées ;
- des merlons maçonnés sont créés autour des descentes de gouttières proches des tuyauteries aériennes de transferts d'alcools entre chais pour limiter les écoulements d'alcools dans le réseau EP ;
- des kits d'absorption sont déployés sur site en nombre suffisant et au plus près du linéaire des tuyauteries aériennes de transfert d'alcools entre les chais concernés ; les emplacements de positionnement des kits d'absorption sont définis pour permettre une réaction rapide en cas de perte de confinement d'une des tuyauteries supra ;
- disposer des boutons d'arrêts d'urgence des pompes de transfert d'alcools facilement accessibles et en nombre suffisant à proximité du linéaire des deux tuyauteries aériennes de transfert ; ces derniers sont destinés à interrompre une fuite par le personnel en charge de la surveillance permanente de l'opération de transfert d'alcools ; ces arrêts d'urgence font l'objet de tests réguliers ;
- des vérifications périodiques de l'intégrité et de l'étanchéité des tuyauteries de transfert, ainsi que de leurs supports, sont effectuées tous les mois ; le résultat de ces vérifications est enregistré ;
- avant toute opération de transfert d'alcools ayant recours à ces tuyauteries aériennes, une vérification complémentaire de l'état d'intégrité de la tuyauterie concernée est réalisée par le personnel exploitant en charge de la surveillance permanente du transfert.

Article 6 - Délais et voies de Recours-Publicité-Exécution

CHAPITRE 6.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 6.2 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté complémentaire environnemental est déposée à la mairie de Cognac et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Cognac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 6.3 - EXÉCUTION

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Cognac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **ORECO** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 29 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC

